

COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 4

Bulletin d'information de la **CNGR**
Coordination Nationale de la **Gauche Républicaine**

A SAVOIR

POUR UNE INFORMATION HONNÊTE PENDANT LA CAMPAGNE DU REFERENDUM.

Des organisations politiques, dont la CNGR, des syndicats et des associations protestent contre le déséquilibre de l'information concernant le prochain référendum sur le « traité constitutionnel » de l'UE. Ils dénoncent l'attitude du Président de la République et du gouvernement qui cherchent à réduire au minimum la campagne en avançant la date du référendum, afin d'empêcher tout débat en profondeur. Ils constatent que les médias privilégient de manière scandaleuse les courants de pensée favorables au Oui.

Pour toutes ces raisons, les organisations signataires de cet appel manifestent vendredi 4 mars, à 14 heures, devant l'Elysée. (Parmi les signataires : ATTAC, Confédération paysanne, CNGR, PCF, LCR, MRC, UFAL, Pour une République Sociale, etc...)

LA CREUSE FAIT LE PLEIN pour la défense des services publics. A l'appel des syndicats et des partis de gauche, un rassemblement national se tient à Guéret samedi 5 mars. Pour dire Non au démantèlement des services publics et à leur privatisation. La CNGR sera représentée par Jean-Paul Lamour, Conseiller municipal délégué à Limoges.

DE GAYMARD A BRETON, comme on tombe de Charybde en Scylla. Ce Monsieur Gaymard est si misérable dans sa tartufferie de « fils de cordonnier » assujéti à l'impôt sur la fortune que Combat Républicain n'éprouve pas l'envie de l'accabler davantage. Exit donc le jeune espoir de la Chiraquie, 3 mois après son entrée en fonctions. Place à Thierry Breton, qui arrive à Bercy précédé d'une solide réputation : maître d'œuvre de la privatisation de France Télécom (20 000 suppressions d'emplois en deux ans), il a, expliquent les syndicalistes de l'entreprise, la main de fer dans un gant de velours. Quant à sa feuille de route de ministre des Finances, elle ne varie pas d'un iota de celle de son prédécesseur : poursuite de la privatisation d'EDF-GDF, réductions d'impôts pour les plus riches et les grandes entreprises, austérité pour les budgets sociaux, à commencer par l'éducation et la santé.

STOPBOLKENSTEIN.

Une pétition circule contre le projet de directive européenne qui porte le nom du commissaire Bolkenstein. Cette directive vise à déréguler les services dans les pays de l'UE (voir Combat Républicain numéro 1).

Version électronique sur le site www.stopbolkenstein.org, version papier sur simple demande au 32 2 548 32 11.

L'EDITO: ET MAINTENANT LA FRANCE

« Nous nous inquiétons à propos de la participation en général », a confié à la presse Margot Wallström, vice-présidente de la commission de Bruxelles, le soir du référendum espagnol sur le « traité constitutionnel ». Feinte ou réelle, cette inquiétude est en tout cas justifiée par les chiffres : seuls 32% des électeurs inscrits ont dit « oui », la participation n'étant que de 42, 30%, à mettre en regard avec les 45, 90% enregistrés lors des élections au Parlement européen en juin 2004, et les 77, 21% de votants aux législatives de mars.

Et pourtant, les médias espagnols n'ont eu de cesse de rappeler les bienfaits prodigués par Bruxelles depuis l'adhésion de Madrid à la communauté en 1986 : plus de 85 milliards d'euros en solde net, soit de 2 à 3 points de progression annuelle du PIB... Mais l'électeur espagnol a sans nul doute été rebuté par le penum de la commission Giscard, et plus rebuté encore lorsqu'il a pris la peine de le lire !

Après les votes parlementaires de la Lituanie, de la Hongrie et de la Slovénie, l'Espagne était le premier pays à soumettre le traité à un référendum. Neuf autres consultations doivent suivre d'ici à 2006, les Britanniques, réputés « eurosceptiques », n'étant invités à se prononcer qu'en fin de parcours.

Dans moins de trois mois, ce sera au tour de la France. Le référendum pourrait avoir lieu dès le début du mois de mai, puisque Chirac a décidé de ne laisser aux partisans du Non ni le temps ni les moyens de déployer leurs arguments. Au trot, citoyens ! La campagne sera courte et très déséquilibrée. Peu importe que les Français n'aient pas lu le traité : vous êtes pour l'Europe, alors votez Oui, nous ferons le reste... L'Elysée veut passer en force et compte sur la direction du PS pour y parvenir.

L'ineffable Michel Rocard donne déjà le ton : la France du Oui, péroré-t-il, est « moderne, jeune et dynamique », alors que « la France en difficulté est celle du Non ». D'un côté, la Star Ac' ; de l'autre, Affreux, sales et méchants. Gageons que cette antienne sera reprise jusqu'à plus soif dans les semaines à venir.

C'est donc un formidable défi que le Non de gauche se doit de relever. La mobilisation des comités unitaires, qui se sont mis en place sur tout le territoire national, est essentielle pour contrecarrer la propagande officielle, relayée par les médias. Il nous faut notamment convaincre celles et ceux qui sont tentés par l'abstention de la nécessité de voter Non.

Car la victoire du Non constituerait un évènement politique majeur, à partir duquel la construction européenne pourrait être réorientée. Loin d'engendrer le chaos, elle redonnerait espoir à la grande majorité de Français qui pâtissent des néfastes orientations émises depuis Bruxelles et appliquées par le gouvernement Chirac-Raffarin. L'heure est venue de mettre un cran d'arrêt au désordre social que le capital financier inflige à notre pays.

La rédaction

JOURNEE INTERNATIONALE DES FEMMES

L'appel pour un nouveau combat féministe !

Parce que nous voulons réaffirmer la liberté durement acquise des femmes à disposer de leur corps.

Parce que les idées universalistes ont changé radicalement la condition des femmes, parce qu'elles nous ont appris qu'un sexe ne devait pas prédéterminer un destin.

Parce que les principes de laïcité et de mixité qui en découlent sont les garants de l'égalité des sexes.

Parce qu'il n'y a pas de combats plus urgent pour l'émancipation des femmes que celui de la lutte contre toutes les formes d'intégrisme et d'obscurantisme.

Aujourd'hui, face aux nouveaux dangers qui planent sur nos vies et nos droits, nous ne pouvons plus nous taire sans être complices. La loi du silence fait subir à de trop nombreuses femmes victimes de violences un quotidien humiliant. Celles qui parlent enfin, sont montrées du doigt. Cela se passe en France, dans trop de quartiers et bien au delà. Partout dans le monde, des femmes et des hommes contestent les valeurs archaïques qui les étouffent, contribuant ainsi par leur combat pour l'égalité des sexes à l'avènement de sociétés libres et démocratiques.

En invoquant le respect des autres cultures, de nombreuses formes de violence sont redéfinies par certains comme des " libertés ". Le caractère universel des droits de l'Homme est récupéré et vidé de son sens pour en faire un instrument de promotion des particularismes et bien souvent des pratiques archaïques. Au cri de " c'est mon choix ", les violences faites aux femmes telles que la polygamie, l'excision, les mariages forcés, les crimes dits d'honneur...se trouvent ainsi légitimées. Assez des conventions bilatérales qui font de la France la complice de politiques sexistes qui placent ces femmes dans la condition de mineures à vie et bafouent leurs droits.

Sous la pression des intégrismes, la mixité gagnée par les luttes émancipatrices est attaquée jusque dans la sphère publique. Il est temps de rejoindre celles et ceux qui se battent pour les droits des femmes, l'égalité des sexes et contre les discriminations et toutes les formes de violence. Nous rappelons en cette année symbolique que la loi Veil concerne l'ensemble des femmes et des hommes de notre pays quel que soit leur croyance ou leur athéisme, quel que soit leur origine, ethnique ou sociale. Nous réaffirmons que la Laïcité est une valeur incontournable de notre combat contre les violences faites aux femmes et qu'elle est un principe d'espoir pour un monde plus juste et plus égalitaire.

Par ce nouveau combat nous nous engageons pour l'émancipation des femmes et des hommes, ici et ailleurs. Conscientes et conscients de notre dette historique envers celles qui se sont soulevées pour permettre à toutes les femmes de gagner leurs droits, il est de notre responsabilité à toutes et à tous de les mettre en pratique.

N'oublions pas que la liberté accordée aux femmes est le meilleur baromètre de la réalité démocratique d'une nation.

Mobilisons nous afin que les acquis des luttes féministes profitent à toutes les citoyennes et citoyens.

Nous appelons à manifester, le **dimanche 6 mars** prochain, à l'occasion de la journée internationale des femmes, notre attachement à la mixité, à la laïcité et à l'égalité des sexes.

Pour signer l'appel envoyer un mail à infos@niputesnisoumises.com

Liste des signataires :

Mouvement Français du Planning Familial, Unsa-éducation, Mouvement Ni putes ni soumises, AIME, Algeriensemble, Fédération IFAFE, Magazine ELLE, CFL, UFAL, CLEF, Collectif femmes 92, Femmes médiatrices de Pantin, AIDES France, ATTAC France, CNGR, Force Ouvrière, CFDT, Fédération des mutuelles de France, Association du manifeste des libertés, Femmes de Combs et d'ailleurs, MIVAFED, ARBP Paris 13ème, La PIE, SOS-Racisme, Préférences Magazine, Association suisse pour la Laïcité, FIDL, Association Culturelle Berbère, Coordination des associations berbères pour l'intégration et la laïcité, PRG 78, Lutte Ouvrière, Parti Socialiste, Cap 21, On est là, Aujourd'hui Autrement, Union pour un mouvement Populaire, Forum Femmes Méditerranée de Marseille, Association P.E.R.E.C, Assemblée des femmes, Fédération nationale Solidarité Femmes, Femmes Contre les Intégrismes, Fédération Nationale des Maisons des Potes, Espace Simone de Beauvoir, CERF : Cercle d'étude de réformes féministes, Regard de femmes, SOS-homophobie, Collectif français des musulmans laïques, Comité Laïcité République, La Grande loge féminine de France, Hachomer Hatzaïr, Licra Vincennes, Planning familial 82, La Ligue de l'enseignement 56, PEP 56, Editions Thierry Magnier, Prochoix, 20 ans Barakat, Afghanistan Libre, Cybersolidaires, Journée de la femme.com, Citoyennes Maintenant, Du Côté des filles, Lutte contre l'Obscurantisme, Coordination Lesbienne en France, GISLE (Garges- Les-Gonesses), les Lascars (Pantin), Zyva, Norabasso, Association du Côté des Femmes de Cergy, Rassemblement Action Jeunesse (RAJ Algérie), 45 Niggaz, Asnières Quartiers libres, Les Oiseaux issus d'un Peuple (Epinay sur Seine), TOBOR (Evry), Women Living Under Muslim Law (WLUML), LICRA Bordeaux, Egale, Espoir à La Conte (Carcassonne), Le Mouvement Républicain et Citoyen, Union des républicains radicaux (U2R), Act up 87, Nouveau Monde 87, Compagnie Miso, 74 Montreuil, Les pénélopes, Union des étudiants juifs de France UEJF, La paix maintenant, Les Maghrébins laïques, B'nai B'rith France, la Ligue du droit des femmes, Confédération Etudiante, Coordination nationale de la gauche républicaine, Réseau Agir avec Elles : AFavo (Association des femmes africaines du Val d'Oise), ASFAD (Association de solidarité avec les femmes algériennes démocrates), CAMS (Commission pour l'Abolition des Mutilations Sexuelles), Collectif de Solidarité aux Mères d'Enfants Enlevés, Elele (Migrations et cultures de Turquie), FIA/ISM (Femmes Inter-Associations), GAMS (Groupe pour l'abolition des mutilations sexuelles et autres pratiques traditionnelles néfastes à la santé des femmes et des enfants), Voix de Femmes, Voix d'Elles Rebelles, Grand Orient de France, Laïcité Ecologie Association, Regard de femme...

Dimanche 6 mars 2005, à 14 h, place de la République à Paris

Pour la journée internationale des droits des femmes, TOUS PRESENTS

Pour l'Egalité des droits

Contre toutes les discriminations et les exclusions

ICI pour faire respecter et progresser les acquis des luttes, pour toutes les femmes

AILLEURS pour soutenir les femmes qui combattent l'oppression et exigent leur émancipation